

Après la prise de Butaré, le Front Patriotique
rwandais se heurte, dans sa progression vers
l'ouest, aux troupes françaises postées à
Gikongoro
« On ne passe plus! »

Corine Lesnes

Le Monde, 6 juillet 1994, page 4

C'est un tournant, le dernier virage avant le no man's land. Un gendarme rwandais tient le barrage constitué d'une planche cloutée. Un parachutiste français observe à la jumelle les collines qui se chevauchent doucement en direction de Butaré. Le Front patriotique rwandais (FPR) a pris la ville, dimanche 3 juillet, sans grande résistance. Mais s'il veut continuer sa progression vers l'ouest, il trouvera désormais les troupes françaises devant lui. L'ordre a été donné, lundi 2 juillet, en début d'après-midi, aux soldats du colonel Thibaut, postés à Gikongoro : « *On ne passe plus*, résume le colonel. *Si le FPR vient et menace les populations, nous tirerons sur le FPR.* » Une jeep française est postée dans le virage, situé à 28 kilomètres de Butaré. Equipée de missiles antichars Milan, elle est garée un peu en retrait du barrage rwandais, mais sa présence consacre une sorte d'alliance objective entre les forces gouvernementales et les soldats de l'opération "Turquoise". Quelle que soit la raison humanitaire

qui est donnée, la France a, de fait, choisi son camp. Elle s'écarte de la neutralité qu'elle tentait d'observer en secourant des populations indifférenciées, et, dans les faits, elle devient sur place une sorte de force d'interposition, mission que le général Lafourcade avait jusque-là réfutée.

Selon le colonel Thibaut, il se trouve « *en face* » quelque deux mille combattants du FPR. Les Français, qui attendent de leur côté le renfort de trois cents légionnaires, sont cent cinquante dans ce qui devient une position stratégique du conflit rwandais.

A Gikongoro, le commandement français est installé dans le village de l'association SOS Enfants, déserté par ses occupants. Au sommet d'une colline, l'endroit domine la campagne vallonnée, plantée de thé, que l'on cultive en terrasses, dans ce pays d'altitude, et que l'on récolte à quelques kilomètres du front, car c'est la saison. De front, il semble d'ailleurs qu'il n'y en ait pas. Rien de fixe ou de rectiligne. Le FPR a encore fait, dimanche, la preuve de sa

capacité d'enveloppement et d'apparition subite lorsque, à la sortie ouest de Butaré, militaires français et journalistes se sont trouvés face à des rebelles arrivés d'on ne sait où.

Une armée gouvernementale en déroute

Il était d'ailleurs difficile d'identifier ces combattants du FPR dans la fuite collective de paysans, de militaires en uniforme, de fuyitifs ou de déserteurs qui marchaient sans bruit ni panique, comme si le temps était la dernière chose qui leur était comptée.

A l'entrée du PC français de Gikongoro, les « *visiteurs* » attendent. Trois Russes, épouses de Rwandais, récupérées à Butaré avec leurs enfants, sont en instance d'évacuation par un hélicoptère Puma. L'évêque, Mgr Augustin Misago, réclame des forces françaises « *assez de fermeté pour que cette guerre fratricide qui n'a plus de sens puisse s'arrêter* ».

Les voitures des officiers rwandais qui se présentent au portail sont poliment refoulées. L'armée gouvernementale est dans un état de déroute indescriptible. Certains soldats sont à leur poste mais leur tâche ne consiste souvent qu'à ouvrir et refermer les barrages au passage des véhicules. D'autres, assis à l'arrière de camionnettes bourrées de familles, semblent se replier avec une arme qu'ils ne quittent pas, sans qu'on puisse en discerner l'utilité. A Kigémé, à l'ouest de Gikongoro, une école militaire continue d'offrir. Dimanche, les recrues se livraient à une partie de football très disputée, à une cinquantaine de kilomètres d'un front vers lequel, semble-t-il, rien ne les pressait. Lundi, plusieurs centaines d'entre eux effectuaient un

jogging épuisant, torse nu, sous le regard de dizaines de militaires blessés, accompagnés de leur famille. Tous semblent se replier sous le parapluie français.

Dans l'après-midi de lundi, les militaires français se sont installés autour de Gikongoro, une ville de commerce où des réfugiés de la première heure se sont reconvertis dans des activités diverses à destination des suivants. Des voitures à haut-parleur de la préfecture sont passées dans les rues pour informer les habitants qu'il n'était plus nécessaire de fuir. Ce qui n'a pas empêché les véhicules administratifs de Butaré de prendre la direction de la frontière. Les commandos de l'air français protègent un camp de Tutsis et l'armée tient à souligner qu'elle empêche « *qui que ce soit* » de menacer « *toute population civile quelle qu'elle soit* ». Les commandos de marine ont, de leur côté, pris position, avec une vingtaine de véhicules, dans un camp de réfugiés qui accueille quelque 50 000 personnes à Cyanika. Une avancée du FPR les aurait d'autant plus contraintes à un nouvel exode que la plupart d'entre elles viennent de régions où les massacres de Tutsis ont été effroyables. « *C'est toujours une opération humanitaire. Au sens sécuritaire* », dit le colonel Thibaut.

Sous l'église Notre-Dame-de-la-Paix de Cyanika, les réfugiés ont construit des abris avec des feuilles d'eucalyptus séchées. Certains se sont installés dans des maisons détruites pendant les massacres et dont les fenêtres ont été reconstituées. Trois mois après le début de l'horreur, on peut choisir d'être amnésique. Il suffit de parler, au hasard, à la première victime francophone qui se présente pour que la mémoire se réveille. C'est un

brave homme, joyeux, qui a un ami à Lille. Il vient du village de Nyamata, dans le Bugesera, où il était catéchiste, un village dont le seul nom évoque le martyre de centaines de personnes massacrées dans l'église. Cinq mille habitants de Nyamata sont réfugiés dans le camp.

Doc : avec un dessin de Serguei